

**CRIMINALITÉ FINANCIÈRE CONTRE BIEN PUBLIC MONDIAL**  
**Colloque**

Il est indispensable de mener, à propos des “biens publics mondiaux”, une réflexion à la fois fondamentale et réaliste sur ce sujet difficile et disputé. Ils sont devenus le dernier thème à la mode. Ce concept mal défini, attrape-tout, peut faire débattre ensemble des représentants de la Banque mondiale et des militants hostiles à la mondialisation libérale. On obtient ainsi trop de débats aseptisés, sans résultats pour les milliards d'individus exclus de ces biens, ou de dialogues de sourds. Pourtant, chacun sent plus ou moins confusément que la question des biens publics mondiaux, dans le monde actuel, devient essentielle.

Sans chercher à éviter le débat de fond, ce concept sera en priorité situé sur un axe dynamique. Si l'on veut plus de bien public dans le monde, c'est qu'y prospèrent comme jamais des maux secrets en train de le détruire, toute une criminalité économique liée à l'essor exponentiel des paradis fiscaux, de l'argent sale ou frauduleux. Mafias, escrocs et terroristes ont le champ libre pour engranger les dollars par centaines de millions, sinon par milliards. Autrement dit, le combat pour le bien public est indissociable d'un combat contre la criminalité financière qui pille tant de pays du Tiers-monde, y confortant les dictatures, qui entraîne l'Occident dans une course au moins-disant fiscal, y sapant acquis sociaux et institutions de solidarité. L'originalité de ce colloque, fruit des travaux des associations BPEM et *Survie*, après le PNUD et les magistrats des appels de Genève, de Strasbourg et de Bruxelles, est de rapprocher ces deux perspectives.

**Contact :**

Samira DAOUD

Survie et BPEM

57, avenue du Maine – 75014 Paris

Tel : (33-1) 43 27 76 72 ; (33-1) 43 27 03 25 ; Fax : (33-1) 43 20 55 58

E-Mail : [samira.survie@wanadoo.fr](mailto:samira.survie@wanadoo.fr)

L'entrée est gratuite. Pour des raisons de sécurité inhérentes au lieu d'accueil, l'accès ne sera possible que pour **les personnes inscrites, munies d'une pièce d'identité**. Merci de renvoyer le coupon ci-joint à l'adresse ci-dessus.

*Bien public à l'échelle mondiale (BPEM)*  
Association *Survie*

**CRIMINALITE FINANCIERE**  
**CONTRE BIEN PUBLIC MONDIAL**

**Colloque**

**Jeudi 29 novembre 2001**  
**de 8 h 30 à 18 h 30**

Salle Victor Hugo  
Immeuble Jacques Chaban-Delmas  
101, rue de l'Université  
75007 Paris  
Métro : Invalides ou Assemblée nationale

Coordination *Bien public à l'échelle mondiale*  
57, avenue du Maine  
75014 PARIS  
Tel : 01 43 27 76 72

## 8 h 30 - Accueil des participants

### 9 h - Introduction par François-Xavier Verschave, Président de *Survie* et animateur du comité scientifique de BPEM

#### 9 h 05 – 10 h 15 : Peut-on encore contenir la criminalité financière – au cœur d’une criminalité plus vaste ?

Présidée par *Vincent PEILLON*, député, président de la mission d’information sur la délinquance financière et le blanchiment de capitaux en Europe

- Ernest BACKES, banquier, auteur de *Révélation\$*
- Jean de MAILLARD, magistrat
- Bernard MONNOT, banquier, “Groupe paradis fiscaux” - ATTAC

#### 10 h 15 – 11 h – Débat

#### 11 h 15 – 12 h 15 : Quels remèdes juridiques à la dérégulation ?

Présidée par *Pierre BRANA*, député, secrétaire de la commission des Affaires étrangères

- William BOURDON, avocat, président du SHERPA
- François d’AUBERT, député, membre de la mission parlementaire sur la délinquance financière et le blanchiment de capitaux en Europe
- Éric ALT, magistrat

#### 12 h 15 – 13 h : Débat

#### 13 h : Pause-déjeuner

#### 14 h 30 – 16 h : La parole aux ayants droit, ceux qui disent le déficit insondable de bien public sur la planète .

Présidée par *Éric TOUSSAINT*, président du CADTM

- Claude PIGANIOL-JAQUET, économiste, “Groupe femmes et mondialisation” - ATTAC
- Benjamin TOUNGAMANI, président de l’association France Congo éducation et secrétaire général du Comité Europe pour la paix et la démocratie au Congo

#### 16 h 15 – 17 h 25 : Le “bien public mondial” est-il un concept recevable et mobilisateur ? Le genre humain peut-il, et comment, se prendre en charge ?

Présidée par *Marie-Hélène AUBERT*, députée, vice-présidente de l’Assemblée nationale

- Samira DAOUD, coordinatrice de l’association BPEM
- François-Xavier VERSCHAVE, président de l’association *Survie*
- François LILLE, économiste, président de l’association BPEM
- Gus MASSIAH, président du CRID

#### 17 h 25 – 18 h 30 : Débat